Implication maximale et reconnaissance minimale pour les cadres (Baromètre 2025)



Insatisfaction des salariés qui augmente, charge et temps de travail qui explosent, insécurité face à l'emploi qui grandit … Les résultats du baromètre 2025 "Opinions et attentes des cadres", réalisé par ViaVoice en partenariat avec Secafi, dépeignent une bien triste réalité du vécu au travail chez les cadres. Salaires : quand l'implication ne paie plus Patrick Martin, président du Medef, a récemment estimé – non sans aplomb – que "notre pays avait besoin de travailler plus". Très loin du quotidien des travailleurs, et encore plus de celui des cadres, qui voient leur temps de travail exploser avec des salaires qui ne tiennent plus la route. 65 % des cadres qui placent leur salaire comme priorité dans leur travail, soit 12 points de plus par rapport à 2018 ; Plus d'une cadre sur deux (51 %) estime que sa rémunération n'est pas en adéquation avec sa charge de travail (+4 points depuis 2023) ; 63 % des cadres déclarent travailler plus de 40 heures par semaine ; plus d'un cadre sur quatre (28 %) déclare travailler plus de 45 heures par semaine ; 12 % déclarent travailler plus de 49 heures par semaine ; 37 % des cadres au forfait-jour déclarent travailler plus de 45 heures par semaine, soit 8 points de plus que la moyenne des répondants Charge de travail … Tic, tac, ça explose ! Si les temps de travail explosent, c'est bien parce que la charge de travail augmente sans que les directions ne recrutent, puisque les contrats au forfait jour se généralisent, permettant de faire disparaître le décompte des heures de travail au profit d'une rémunération forfaitisée. Près de 6 cadres sur 10 trouvent que leur charge de travail a augmenté depuis l'année dernière (59 %, soit +3 points depuis 2024). 77 % des cadres déclarent avoir déjà travaillé pendant leurs jours de repos ; un cadre sur deux déclare le faire fréquemment (+2 points depuis 2024) Près

d’un cadre sur quatre déclare travailler fréquemment pendant ses jours de repos (23 %) L’insécurité face à l’emploi se creuse Licenciements, fermetures de sites, réorganisations sans concertation des salariés, chômage en hausse… La CGT recense les plans de licenciements en France, qui sont maintenant au nombre de 400, et ce malgré le nombre de projets alternatifs proposés et chiffrés. Près d’un cadre sur trois (31 %) a peur d’être confronté à la réorganisation de son entreprise ou administration, et 17 % des cadres ont peur d’être licenciés dans un avenir proche ; Plus d’un cadre sur trois (39 %) estime que le système d’assurance chômage ne les protège pas suffisamment. Les cadres toujours opposés à la réforme des retraites Les cadres sont à 69 % insatisfaits par la réforme des retraites telle que proposée par Emmanuel Macron, et souhaiteraient soit son abrogation, soit trouver de nouvelles ressources pour augmenter le niveau des pensions. Près de deux cadres sur trois (62 %) ne font pas confiance aux marchés financiers pour y placer leur épargne retraite. 73 % des cadres sont contre la baisse du financement de notre système de protection sociale pour financer le réarmement de la nation. Les cadres sont 68 % à se dire prêts à se mobiliser pour défendre notre modèle social IA, pourquoi pas … Mais pas sans nous ! L’intelligence artificielle fait couler beaucoup d’encre, et les craintes des agents et salariés quant à l’impact que celle-ci pourrait avoir sur leur métier sont nombreuses. 48 % des cadres estiment que le déploiement de l’IA dans le monde professionnel est plus une avancée qu’un recul ; 31 % ne se prononcent pas, 21 % estiment qu’il s’agit plus d’un recul que d’une avancée ; 42 % des cadres utilisent l’intelligence artificielle dans leur activité professionnelle ; Les cadres ont l’impression que l’IA peut, dans l’exercice de leurs fonctions : Leur donner l’impression d’être surveillés (43 %) ; Concurrencer leur savoir/expertise professionnelle (43 %) ; Appauvrir la qualité de leur travail (39 %). L’Ugict-CGT réclame l’encadrement de l’IA au travail afin de protéger les droits des travailleurs. Téléchargez le dossier de presse complet ici